Document generated on 07/12/2025 4:44 a.m.

Politique et Sociétés

Nous ne sommes pas (encore) Un : synthèse de lecture

La dénationalisation tranquille de Mathieu Bock-Côté, Montréal, Boréal, 2007, 211 p.

Nous de Jean-François Lisée, Montréal, Boréal, 2007, 108 p.

Anne Trépanier

Volume 27, Number 3, 2008

Représentation et participation politiques

URI: https://id.erudit.org/iderudit/029854ar
DOI: https://doi.org/10.7202/029854ar

See table of contents

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)
1703-8480 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Trépanier, A. (2008). Nous ne sommes pas (encore) Un : synthèse de lecture / *La dénationalisation tranquille* de Mathieu Bock-Côté, Montréal, Boréal, 2007, 211 p. / *Nous* de Jean-François Lisée, Montréal, Boréal, 2007, 108 p. *Politique et Sociétés*, *27*(3), 243–256. https://doi.org/10.7202/029854ar

Tous droits réservés © Société québécoise de science politique, 2009

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

SYNTHÈSE CRITIQUE

NOUS NE SOMMES PAS (ENCORE) UN : SYNTHÈSE DE LECTURE

Anne Trépanier
Ph.D. (Université Laval), postdoctorat (Université d'Ottawa)
annetrepanier@hotmail.com

La dénationalisation tranquille de Mathieu Bock-Côté, Montréal, Boréal, 2007, 211 p.
Nous de Jean-François Lisée, Montréal, Boréal, 2007, 108 p.

Le Québec serait déconnecté de son identité.
Le Québec serait même en train de passer à côté
de sa raison d'être ensemble : la nation.
Mathieu Bock-Côté

Fatigué d'accommoder les uns et les autres,
le Québec serait même incommodé par
ses propres choix de société.
Jean-François Lisée

Les auteurs de *La dénationalisation tranquille* et de *Nous* ont plus d'un discours en commun. Non seulement s'adressent-il tous deux à leur « famille politique souverainiste » et au Parti québécois (PQ) en particulier, en espérant toucher les Québécois en quête d'opinion sur la question nationale, mais ils posent comme prémisses à leurs arguments – qui du reste sont assez divergents – des notions qui traversent le discours politique et historiographique sur l'imaginaire et l'identitaire politiques depuis belle lurette : le péril, l'appartenance, l'excentration par rapport au lieu de définition de l'identité de groupe et la rénovation de son héritage. C'est ce que j'appelle un discours de la refondation.

La refondation est un discours qui met en branle les velléités de changements dans un groupe donné et y donne un sens. La refondation réussie propose un nouvel équilibre entre la continuité et le changement et ressoude le groupe en lui donnant une nouvelle identité politique. Le discours fonctionne en nommant, en pesant et en équilibrant ces quatre idées principales (péril, appartenance, excentration et rénovation de l'héritage). Le discours de la refondation a pour but de redéfinir l'identité du groupe en lui proposant un imaginaire, c'est-à-dire une façon de s'imaginer, dans le passé et aussi dans l'avenir. Il propose aussi un identitaire, c'est-à-dire un catalogue de pratiques qui confirment l'identité du groupe.

Mathieu Bock-Côté, doctorant en sociologie à l'UQAM, ardent collaborateur de l'Action nationale et membre actif de la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie, a déjà publié de nombreux articles sur les thèmes croisés du conservatisme, de la démocratie, du multiculturalisme et de la « fatigue culturelle du Canada français ». Il est d'avis que l'histoire est actuellement le « mode de production privilégié de l'imaginaire social et de la symbolique qui y est investie » (p. 50) et que celle-ci est non seulement méconnue, mais qu'elle est aujourd'hui mal écrite ou, pire, frauduleuse.

L'argument prépondérant des sorties publiques de M. Bock-Côté se nourrit à une structure historiographique qui reprend les composantes de la refondation. Son premier livre se trouve ainsi à expliciter un argument latent dans l'historiographie canadienne-française et québécoise qui s'articule autour des quatre pôles, la position de Bock-Côté étant particulièrement hostile à celle de la rénovation de l'héritage et au métissage et en faveur de la conservation des traditions, reconnaissant toutefois un besoin de « changement » ; celui-ci serait à comprendre comme un retour dans un passé qui ferait davantage de place au passé et non pas un passé qui passerait à l'avenir – pour faire référence à l'ouvrage de Jocelyn Létourneau (*Passer à l'avenir, Histoire, mémoire et identité dans le Québec d'aujourd'hui*[1]). L'auteur de la *Dénationalisation tranquille* y va d'arguments fondant la structure du réel en imposant une vision du Québec actuel dénaturé et terne, et un rapport empêché à la destinée de la nation : « Le vieux désir d'achèvement qui traverse la conscience historique francophone et motive le peuple à lutter pour la pleine existence nationale est disqualifié. » (p. 18) Si l'auteur cherche à convaincre les souverainistes mous à s'engager dans un combat que d'aucuns trouveraient réactionnaire, il cherche aussi à redonner une fierté perdue aux Québécois. En critiquant ouvertement et longuement « les corvées nationales de pédagogie pluraliste » (p. 12) destinées à transformer le bassin de population en « Québécois-de-toutes-origines », ce qui reviendrait à une nouvelle et intenable assimilation des Canadiens-français-devenus-Québécois, il tente de rassembler, largement, tous ceux qui se cherchent des arguments raisonnables pour défendre fermement une nation québécoise fière héritière du Canada français, assumée et décomplexée. Son histoire est écrite par Lionel Groulx, Maurice Séguin et Jacques Beauchemin.

Le propos de M. Bock-Côté est clair et soutient une seule thèse : la permanence de la société québécoise dans son unicité et son originalité historiques passerait par la reconnaissance et la défense de la nation contre les attaques du pluralisme et de la rectitude politique. En d'autres mots, la société québécoise ne saurait réussir à se perpétuer si la nation continue d'être menacée par un déni de ses traditions et de son histoire héritées du Canada français. Ses premières attaques en règle visent les souverainistes tournés vers l'avenir, vers le nouveau projet de société,

1. 2000 [2004], Montréal, Boréal, 194 p.

qui rêvent d'un autre monde possible. Il oppose à leur condition de « cosmopolitains intérieurs » (p. 12) le retour au noyau dur canadien-français. En fait, il tente de démasquer les vandales de la nation qu'il nomme postmarxistes et antiracistes, poursuivant ainsi une argumentation de la discrimination inversée. Selon lui, il n'y aurait plus de place au Québec pour les piliers de la nation parce qu'ils sont conservateurs et… majoritaires. Citant Jacques Beauchemin, selon lequel « l'apparition de la politique des identités assure la mise en place d'un nouvel argumentaire antinationaliste qui associe toute forme de sentiment national politiquement articulé à une manifestation d'ethnocentrisme, de fermeture à l'autre, de repli sur les frontières étroites de la communauté ethnique » (p. 75)[2], M. Bock-Côté explique que l'antiracisme né du marxisme mène une lutte radicale contre la nation et que c'est la raison pour laquelle il l'identifie comme l'ennemi contemporain du nationalisme.

Dans *Nous*, Jean-François Lisée, penseur, défenseur, rhéteur et acteur souverainiste important depuis près de vingt ans, fait un bilan de santé des accommodants québécois et pose des diagnostics concernant la fragilité de l'intégration immigrante, la rétention des diplômés et des étudiants étrangers. L'auteur propose des solutions, entre autres sur la gestion de la religion à l'école, sur l'immigration et sur la conservation d'un équilibre des langues – et de la prédominance du français et de l'histoire des Québécois de souche. On peut très bien découper le propos de Lisée en arguant qu'il se nourrit lui aussi à une trame épistémique typiquement québécoise. En effet, les notions de péril, d'excentration, d'appartenance bien sûr et de rénovation de l'héritage sont évoquées et permettent même de penser que J.-F. Lisée présente rien de moins que les outils d'une refondation du Québec. Ses solutions sont explicites, bien pensées et savamment pesées, mais souvent présentées comme des slogans ou comme des arguments prêts à utiliser – à tirer. Son premier diagnostic est le plus fort parce qu'il porte sur un changement de paradigme et pourrait servir de titre à plus d'un essai de philosophie politique : le moment majoritaire. En effet, « Ce qui pose problème, dans toute cette question des accommodements raisonnables qui tarabuste le Québec ces temps-ci, écrit-il, c'est la réaction de la majorité. De ceux qui s'accommodent. Et qui se sentent incommodés. » (p. 7) De toute évidence, J.-F. Lisée veut se voir lui-même comme un facilitateur de dialogue et, en ce sens, il réussit très bien dans la mission qu'il s'est donnée. Le directeur exécutif du Centre d'études et de recherches internationales de l'université de Montréal (CÉRIUM), ancien conseiller de Lucien Bouchard et auteur de *Sortie de secours*[3], offre à ses lecteurs non pas des pistes de réflexion ou une tentative de définition de l'identité québécoise. Sa solution au malaise identitaire, voire sa mission au sein

2. Voir Jacques Beauchemin, 2002, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, Montréal, VLB éditeur, 213 p., aux p. 85-118.
3. Jean-François Lisée, 2000, *Sortie de secours : comment échapper au déclin du Québec*, Montréal, Boréal, 430 p.

de cette crise, est d'accompagner la majorité vers un nouvel équilibre social (de société) où chacun trouve sa place et affirme sa valeur. Son objectif n'est rien de moins que de rétablir les repères majoritaires et de mettre en évidence le dénominateur commun de la nouvelle société québécoise. « S'ouvre aujourd'hui le moment majoritaire, il tient au fait que les majorités réclament qu'on s'occupe maintenant d'elles, de leur identité, de leur place dans la société complexe qui s'est organisée autour d'elles. » (p. 9) Sa stratégie rhétorique consiste à anticiper sans cesse les objections pour mieux diriger son propos. Ce qu'il réussit brillamment. Ses mots sont convaincants, ses propositions intéressantes. On a envie de l'inviter à dîner.

Or, entre les discours de Mathieu Bock-Côté et de Jean-François Lisée, le lecteur se sent happé dans un concours de rhétorique, interpellé par la question identitaire, ému, bouleversé parfois par des diagnostics, des définitions et même par des options politiques. Mais quoi de neuf ? Certes pas le constat que « La majorité franco-québécoise est minoritaire. Dans le pays. Sur le continent. Sa survie même, à long terme, reste une question ouverte. » (p. 8)

LE MULTICULTURALISME : UNE NOUVELLE RELIGION ?

Dans un premier chapitre, « Un souverainisme sans nationalisme ou la conversion des souverainistes québécois au multiculturalisme », Mathieu Bock-Côté expose ce qu'il considère comme une nouvelle religion : la conversion des souverainistes au multiculturalisme, succédant au constat voulant que « l'idéal national soit périmé » (p. 31). Rapidement, il confirme sa prise de position, identifie ses alliés et ses ennemis idéologiques. L'auteur marque bien les différents courants en présence au PQ et la cacophonie d'ensemble qui s'en dégage depuis les tensions entre le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) et la Souveraineté-association, en passant par les échecs au référendum jusqu'à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (CCPARDC).

Bien que Fernand Dumont résiste habituellement bien à plusieurs allégeances, il fait partie des figures authentiques dans le panthéon de Mathieu Bock-Côté aux côtés de Serge Cantin, de Pierre Dubuc et d'Yves Michaud, alors que les Nikolas Ducharme, Jocelyn MaClure et les *Cahiers du 27 juin* (revue intellectuelle qui porte fièrement comme nom la date de naissance de la Charte québécoise des droits et libertés, le 27 juin 1975) – puisqu'ils jouent, selon lui, le jeu des « chartistes » – sont les instruments de pulvérisation de l'idée nationale. Ils ne seraient rien de moins que des leaders du « nettoyage civique » (p. 27). On le sent bien, le ton est dur. M. Bock-Côté fait écho à l'affaire Michaud[4] et dénonce la chasse aux sorcières effectuée

4. L'affaire Michaud a retenti dans les médias en décembre 2000. Yves Michaud qualifie « d'intolérance de la part des communautés ethniques » le fait de voter contre la souveraineté du Québec et commente l'histoire juive de manière obtuse.

à l'endroit des souverainistes de la vieille garde du PQ. Cette expression affreuse insinue non seulement que les penseurs d'une société québécoise ouverte bâillonnent la nation qui devrait être au cœur de la définition du groupe, mais aussi qu'ils sont génocidaires à son endroit, brûlant symboliquement toutes les références aux Anciens Canadiens, toujours vivants dans le camp de M. Bock-Côté. De la honte de soi collective et de l'angoisse de la disparition produites par la modernité tardive, le paradigme du péril trouve selon l'auteur une expression dégénérée chez les tenants du multiculturalisme qui tenteraient de faire du Québec un décalque du Canada, pour conserver, dans le « chartisme », un lot de valeurs qui ne seraient plus proprement québécoises (p. 9-10). L'identité collective reconstruite dans un projet d'État, augmentée par le partage explicite de « valeurs », d'une manière de vivre la citoyenneté, des raisons sociales et idéologiques ne suffit pas au penseur conservateur puisque, selon lui, le projet évacue ce qui fonde la nation, la seule structure vraie, des raisons sociales et historiques (p. 31). Aussi, la CCPARDC et l'expression certaine de quelque ressentiment d'un communautarisme franco-québécois envers les immigrants donnent-elles du blé à moudre à M. Bock-Côté.

Accusant le nationalisme civique de faire une mauvaise réputation à l'autre nationalisme – le vrai et l'authentique – en l'étiquetant d'ethnique, l'auteur gagne des points. En effet, à trop jouer le jeu du *distinguo*, on est empêché de voir que, au-delà de la forme de la nation, c'est la question du contenu national qui fait problème. Aussi, l'auteur s'efforce-t-il de marquer chronologiquement les étapes de la « dénationalisation » de l'option souverainiste, en arguant la vacuité de nation civique, une coquille vide, interchangeable d'une société moderne à une autre, seulement définie par les limites territoriales. Il dénonce la « relecture rétrospective du dernier demi-siècle pour y voir le progrès d'une identité nouvelle québécoise sans exception » (p. 16) et déprise de sa majorité constitutive.

LE PÉRIL DU NOUS QUI N'EST PAS UN

Jean-François Lisée, pour sa part, ne voit pas d'unité autre que strictement civique dans le groupe québécois actuel et envie le sens identitaire et affirmatif des minorités culturelles : « Il y a le Nous de notre

---

Ces affirmations semblent non seulement un mauvais diagnostic de la réalité immigrante, démographique et démocratique, mais une preuve de l'intolérance d'une certaine portion du PQ, que le chef péquiste et premier ministre d'alors, Lucien Bouchard, désavoue avec force. Le 14 décembre 2000, une motion de blâme à l'encontre d'Yves Michaud est acceptée à l'Assemblée nationale du Québec, provoquant une crise importante entre ses défenseurs et ses détracteurs. « Que l'Assemblée nationale dénonce sans nuance, de façon claire et unanime, les propos inacceptables à l'égard des communautés ethniques et, en particulier, à l'égard de la communauté juive tenus par Yves Michaud à l'occasion des audiences des états généraux sur le français à Montréal le 13 décembre 2000. » Signé du député libéral de D'Arcy-McGee, Lawrence S. Bergman (Parti libéral du Québec) et du député péquiste de Sainte-Marie–Saint-Jacques, André Boulerice (Parti québécois).

principale minorité, l'anglophone de tradition protestante, qui ne craint pas de se définir comme telle et de porter haut et fort l'identité spécifique et les revendications de son groupe, de son Nous. C'est ce que font aussi les autres Nous des communautés juive, grecque, italo-québécoise […] [elles] n'ont pas la moindre inhibition lorsqu'il s'agit d'affirmer ce qui les distingue des autres » (p. 11), écrit-il. Et, j'ajouterais, c'est normal. En situation de dépaysement culturel, dans le confort et la confiance, la séduction passe par la différence.

« Dans la nation, il y a plusieurs Nous. La majorité francophone de tradition chrétienne sans laquelle la nation n'existerait pas » (p. 8) ; c'est un fait que la société québécoise actuelle est composée de plusieurs groupes ethnoculturels de tradition religieuse différente. Ce qui est étrange, c'est que l'auteur insiste pour les appeler « nationalités » et mette ces identités en compétition avec la nationalité québécoise plutôt que d'adresser aux communautés culturelles le discours supérieur de l'identité québécoise parapluie. C'est pourquoi nous le lisons avec circonspection. C'est le ton qu'il convient d'utiliser quand on croit avoir trouvé un manuscrit inspirant. J.-F. Lisée souhaite la prédominance de la nation québécoise de tradition canadienne-française : « Non pas l'hégémonie ou la supériorité mais la prédominance » (p. 12) et, en ce sens, il souhaite la reconnaissance, par tous les membres de la société actuelle, de l'histoire et des accomplissements du groupe franco-québécois d'héritage canadien-français. À tant reconnaître comme « Autres » les « autres Nous » de notre société, l'art de la courtepointe avance à grand points de fils blancs. « Les mariages mixtes, les transferts linguistiques, l'immigration continue, tout cela brouille, métisse, interpénètre, pour le plus grand bien civique du Québec » (p. 11), se défend J.-F. Lisée. Oublie-t-il d'écrire aussi que c'est pour son bien-être culturel et social ? Il accepte en effet le métissage comme une composante de la notion d'appartenance au Québec actuel. Cependant, sa considération reste quasiment esthétique. Comment une société peut-elle n'être que civique sans se perdre dans la grande identité occidentale ? Même l'Europe a du mal à se définir autrement.

Mathieu Bock-Côté s'intéresse à deux historiens dominants dans le discours identitaire québécois, qui sont par ailleurs opposés dans leurs stratégies et leurs thèses : Gérard Bouchard (*Genèse des nations du Nouveau Monde, Le Québec au futur et au passé*[5]) et Jocelyn Létourneau (*Passer à l'avenir, Le Québec les Québécois*[6]). Aussi éloignée de la question de la destinée du peuple canadien-français que peut l'être la problématique des identités dans la société du Québec d'aujourd'hui, telle est la distance qui sépare Mathieu Bock-Côté du Gérard Bouchard des nations québécoises métissées et du Jocelyn Létourneau *postnational*. Dans ce texte pourtant

5. Genèse des nations et cultures du nouveau monde. Essai d'histoire comparée, Montréal, Boréal, 2000, 503 p. ; *La nation québécoise au futur et au passé*. Montréal, VLB éditeur, coll. « Balises », 159 p.
6. *Op. cit.*

persuasif, fort bien rédigé, Mathieu Bock-Côté écrit un livre important en posant un diagnostic sévère, celui d'une société du Québec en perte de sa nationalité.

De son côté, en mettant dans la bouche des uns et des autres des « Nous » et des « Nous » – c'est-à-dire des communautés d'appartenance –, Jean-François Lisée les fait valser à son rythme et selon sa compréhension des choses. Alors qu'il pointe du doigt les penseurs républicains, les accusant de déni par rapport au malaise qui occupe les Québécois sur la question immigrante, d'avoir un regard méprisant sur la plèbe qui n'aurait pas compris le nouvel équilibre social et qui voit « ces résistances comme un combat réactionnaire d'arrière-garde qu'il faut repousser », il condamne avec raison « la réponse populiste qui enfle ce malaise pour le transformer en ressentiment pour faire reculer les gains minoritaires » (p. 10).

RÉNOVATION DE L'HÉRITAGE OU CONSERVATION

La position intellectuelle de Mathieu Bock-Côté, tout en étant bien campée, n'est ni obtuse ni sourde à la philosophie du droit et à l'histoire de la démocratie. C'est ainsi que, pour soutenir l'assertion « C'est d'abord par son histoire qu'un peuple existe en tant que peuple », l'auteur fonctionne par syllogisme : « Une nation doit générer des symboles sans lesquels aucune appartenance ne pourra se développer. Même pour l'État de droit, la légitimité est d'abord historique. Autrement dit, la légitimité démocratique est insuffisante en elle-même et doit d'abord exister en tant que légitimité nationale – appelons cela un truisme gaullien » (p. 43). Les lecteurs de Marcel Gauchet seront enchantés par cette dérive : « il y a nécessairement dans toute démocratie une transcendance politique qui, sans être antidémocratique, n'est pas, à proprement parler démocratique » (p. 43). Véritable Terre promise, la démocratie remplie de nation ne serait pas un construit juridique abstrait, mais dépasserait la seule procédure, préserverait la possibilité de l'agir collectif et rendrait concevable l'idée de bien commun. M. Bock-Côté interpelle au passage les Regis Debray, Louis Pawels, Marcel Gauchet, Pierre-André Taguieff, Pierre Manent, Christian Dufour, Dominique Schnapper et Jean-Paul Bled pour faire état de l'échec du concept de citoyenneté civique. Et il cherche à confondre les « habermassiens des années postréférendaires » en réfutant une à une toutes les propositions sociohistoriennes de Gérard Bouchard.

En effet, comme on le sait, même si le regard de G. Bouchard sur le soi collectif québécois est encore teinté de complexes, avec à l'avant-plan une historiographie nourrie des problématiques du retard et du rattrapage, de la frilosité, des grandes et petites noirceurs et des impasses, il problématise la différence et la convergence pour une meilleure compréhension des enjeux et l'élargissement des perspectives historiennes contemporaines. Son objectif est de l'ordre de l'anthropologie générale : « restituer au singulier des résonances universelles »

et « mettre en œuvre une démarche de comparaison qui soit à la fois référentielle (mieux comprendre le passé et le présent de la société québécoise) et intégrale (construire une modélisation de la formation et de l'évolution des collectivités neuves ainsi que des imaginaires collectifs) » (p. 122). Il souhaite donner à chacun des groupes constituant le Québec actuel sa part de la construction de l'imaginaire national.

APPARTENANCE ET IDENTITÉ

Jean-François Lisée, de son côté, est intraitable : il faut offrir à tous « Notre histoire à nous, les Franco-Québécois, avec Nous au centre. » (p. 13) S'il en profite pour interroger le nouveau programme d'histoire et la disparition du mot nation, il s'inquiète du contenu intégrateur de l'enseignement. Il souhaiterait « offrir aux nouveaux arrivants les clés pour comprendre le parcours d'un peuple singulier en Amérique du Nord et y adhérer » (p. 13). En effet, existe-t-il une histoire orientée par un dessein civique qui ne soit pas qu'une déclamation identitaire occidentale et démocratique sans spécificité québécoise ? Or, outre la langue française, l'histoire des Québécois d'origine canadienne-française fait partie non seulement de l'identité du groupe prédominant comme le défend bien J.-F. Lisée, mais de l'histoire du groupe québécois qui, aujourd'hui, s'il se nourrit de communautés diverses qui fêtent leur héritage sans inhibition, après des luttes et des combats pour sa (et leur) survie, s'ouvre à l'immigration non chrétienne et devient Autre tout en confirmant ses traditions et ses intentions. « Dans la nation, il y a plusieurs Nous. La majorité francophone de tradition chrétienne sans laquelle la nation n'existerait pas » (p. 8), mais, rappelle-t-il, « dans les neiges du dernier hiver, le Québécois moyen a perdu pied. À force de bouger les frontières de l'identité, d'ouvrir des brèches, on perd ses repères. D'autant que les Franco-Québécois ne sont pas eux-mêmes immobiles dans leur façon d'être, dans leur rapport, par exemple, avec la religion. » La commission sur les accommodements raisonnables, l'inquiétante réforme de l'éducation et une perte de repères provoquent « un retour aux valeurs sûres, un besoin de certitudes » (p. 8). Ces certitudes, l'importance d'une langue commune et la construction d'une culture commune trouvent encore une fois une forme concrète : les Québécois de toutes origines apprendront à reconnaître la prédominance de l'histoire franco-canadienne et vivront dans une société à prédominance francophone. Voilà comment : nous aurons une citoyenneté québécoise ! « Elle serait le logo individuel, et collectif, d'une identité particulière. » (p. 96)

LES « DÉBOULONNEURS » DE LA NATION : LA FAUTE À GAUCHE ?

Mathieu Bock-Côté s'insurge contre ce qui lui semble être le modelage pluraliste de la conscience historique franco-québécoise et s'inquiète du besoin de « créer une mémoire pour le nouveau modèle de la nation

québécoise » à partir d'un « passé qu'on croit malléable à souhait » (p. 48). Celui-ci démasque, à mon avis, la tentative de cohérence nationale à tout prix et sonne le glas d'une nation bouchardienne, échevelée, tentaculaire et ésotérique. Le lecteur aura été satisfait de voir auscultées les différentes propositions d'aménagement national que propose Gérard Bouchard. Mais M. Bock-Côté en profite pour dénoncer toute une génération d'intellectuels (les soizante-huitards) car il voit, dans les exercices français, américains et québécois de réécriture de l'histoire nationale, un travail de sape pensé et dirigé par la gauche, la même qui aurait déboulonné la France et pensé l'Europe. La Révolution aurait changé de terrain. L'objet d'étude marxiste, marxisant ou postmarxiste aurait muté de la lutte des classes à la défense des identités minoritaires et plurielles des sociétés modernes. Les groupes défenseurs des identités minoritaires seraient le « prolétariat de substitution » (p. 69). Il explique : « Il faudrait penser la revendication identitaire non pas comme un effet inéluctable de la pluralisation des sociétés occidentales, mais plutôt comme l'expression idéologique d'un projet politique qui vise à faire basculer les sociétés occidentales dans un nouveau modèle, tant politique que culturel. » (p. 68) La pensée nationale serait traquée, selon M. Bock-Côté, et se rendrait coupable, aux yeux des pluralistes, de « crimes contre l'altérité » (p. 62). En employant à quelques reprises des expressions chocs comme celle-ci, qui rappellent les accusations racistes portées envers les « nationalistes ethniques », il révèle l'acuité de la crise et rappelle qu'une garde est prête pour le combat des mots, du sens et de la citoyenneté.

Les antiracistes seraient le deuxième groupe coupable du déboulonnement de la nation, « qui mène la charge contre l'idée nationale », l'antiracisme étant « lié au travail de reconstruction fondamentale des institutions sociales selon les prescriptions du multiculturalisme » (p. 75). Ils empêcheraient l'emboîtement de la citoyenneté et de la nationalité. On se demande néanmoins si M. Bock-Côté, refusant le changement, l'intégration et le rêve d'une société menée par des idéaux civiques et des pratiques identitaires mixtes, refuse aussi la refondation obligée pour une société sereine, de son temps et garante d'une continuité québécoise.

Mathieu Bock-Côté est outré de voir « criminalisé » le passé collectif dans le programme progressif postmarxiste et dénonce la *détraditionnalisation* complète suggérée par Gérard Bouchard, qui veut relativiser la place de l'ethnie canadienne-française dans le récit historique collectif des québécois. Son argument est celui du réel. Il ne semble pas concevoir le nationalisme comme étant aussi une idéologie appartenant au monde des idées.

> Car c'est la nation qui demeure certainement la forme historique la plus résistante vers laquelle se canalisent les dispositions naturelles et le sentiment d'appartenance d'un groupe humain, qui symbolise même, ailleurs qu'au Québec, une inclination conservatrice, une certaine sympathie pour le monde tel qu'il existe plutôt que pour le monde tel qu'il serait à refaire, l'expression d'une politique travaillée par la dette, la gratitude

> envers une certaine mémoire limitant nécessairement les prétentions radicales à la reconstruction du monde à partir de purs principes, dégagés de toute réalité historique ou culturelle. (p. 79)

La démarche bouchardienne est alambiquée j'en conviens, mais elle est loin d'être malicieuse. Ce n'est pas ce qu'en pense M. Bock-Côté : « Non seulement désire-t-il [Bouchard] faire de la société québécoise une nation, mais il souhaite aussi la faire advenir pleinement à elle-même, ce qui l'amène à s'approprier dans la conscience historique québécoise un certain récit collectif qui s'est trouvé relayé puis formulé par toute une tradition, dont il nous invite par ailleurs à nous désinvestir. » (p. 81) L'histoire nationale et le pluralisme identitaire étant antithétiques (p. 83), Gérard Bouchard, tout en proposant des accommodements pluriels à la nation, rejetterait la nation dans son principe. « [L]a conscience nationale ne peut cohabiter avec les questions ouvertes par le multiculturalisme, qui sont autant de termites idéologiques qui la rongent et contribuent à la transformer en poussière symbolique » (p. 87). Jocelyn Létourneau serait un autre « acrobate de l'esprit » (p. 83) qui tenterait, quant à lui, de disqualifier la nation en la reléguant au passé comme une idée d'un autre temps.

La proposition de J.-F. Lisée est différente de celle de M. Bock-Côté en ce qu'elle n'est pas une *simple* relecture de la réalité nationale (ou pas) québécoise, mais offre un carnet de solutions pour consolider cette nation. En effet, Lisée appuie l'idée de citoyenneté québécoise – depuis 2001 – et la développe au regard de politiques d'immigration strictes et précises quoique déconnectées de la réalité migratoire. « Nous serons d'autant plus tolérants que nous nous saurons respectés, par nous-mêmes et par les autres. Nos nouveaux citoyens se plieront d'autant plus aux décisions de nos élus et de nos juges qu'ils auront été informés, avertis, accueillis par un peuple qui sait ce qu'il est et ce qu'il veut. » (p. 31) Devant le péril actuel de la minorisation du français à Montréal, J.-F. Lisée souhaite procéder à l'identification de l'équilibre nécessaire et souhaite le fixer (il écrit maintenir à 83 % les francophones, 11 % les anglophones et 6 % d'allophones (p. 47, pour argumentation détaillée, p. 50). Son maître-concept est la prédominance. Or il sait très bien que le français est mieux maîtrisé par toute une génération d'anglophones que l'anglais par une vaste majorité de francophones, même instruite. Il propose une rencontre obligatoire de tous les étudiants au cégep pour donner une compétence socioéconomique égale à tous les Québécois. Il suggère donc de fusionner les réseaux d'enseignement collégial anglophone et francophone « dans lequel tous les Québécois, issus de tous les Nous, partageront une expérience commune. Cela n'est pas anodin, car il s'agit de la totalité des techniciens, professionnels et universitaires de demain, donc de la strate supérieure de la société québécoise. » (p. 53) Une savante distribution des heures d'enseignement en français et en anglais permettrait une mixité sociale et un apprentissage efficace des deux langues les plus importantes du Québec. « Se tromper de cible, cela signifie exiger un Québec aussi français que peuvent l'être la Loire ou le Saguenay, ou encore remettre l'avenir linguistique du Québec

aux seules forces du marché nord-américain.» (p. 55) Le pari de J.-F. Lisée est que le Québec peut se prendre en main, conserver ses diplômés et intégrer le monde panaméricain avec cran et audace.

LA *CANADIANISATION* TRANQUILLE DU QUÉBEC

Le troisième chapitre de la *Dénationalisation tranquille* présente Jocelyn Létourneau, penseur du Québec postnational, de façon très originale. En effet, M. Bock-Côté rapproche «la pensée pré-nationaliste de Thomas Chapais» de la vision postnationale de J. Létourneau, inventeur du terme *canadianisation*, pour marquer l'identification progressive au Canada comme référence primordiale. Alors que, historiquement, l'historiographie francophone a préféré développer un point de vue québécois sur le Canada plutôt qu'un point de vue canadien sur le Québec, en faisant du Québec sa propre référence à lui-même (p. 114), J. Létourneau propose souvent une vision d'ensemble décentrée par rapport au groupe d'héritage canadien-français, où la nation est excentrée par rapport à d'autres catégories d'analyse (lieux de passages, refondation). M. Bock-Côté croit que l'historiographie francophone est dominée par les «révisionnistes». Il invoque comme preuve que les auteurs de *L'histoire du Québec contemporain*[7], Jean-Paul Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard pour le deuxième tome, ont «invité l'écriture de l'histoire à se faire à partir de toute la société québécoise, et non plus à partir du groupe francophone» (p. 123). Ce déplacement de perspective, qui rend compte de l'évolution démographique du Québec et donc, nécessairement, de l'apport des autres groupes culturels et économiques au développement et au fonctionnement du Québec, aurait, selon M. Bock-Côté, des effets nocifs sur la pérennité de la nation. «C'est que Létourneau travaille fort pour défaire le nationalisme francophone, pour déconstruire tout le sens dont les Québécois investissaient leur histoire» avec «un marteau-piqueur symbolique» (p. 127), plaide l'auteur. «La vieille histoire, poursuit-il, celle d'avant l'incroyance quant au national savait encore nommer les choses.» (p. 164) Selon lui,

> La pertinence québécoise est une pertinence nationaliste, c'en est une qui invite l'historien à expliquer à sa collectivité de quelle manière elle a pu durer, de quelle manière elle peut achever son émancipation […] On doit raconter aux Québécois leur histoire en tant que nation, et en tant que nation précaire, souvent menacée par une autre qui la coince, refuse de la reconnaître après l'avoir mise en tutelle et dominée, et plus encore en tant que nation travaillant sans cesse à poursuivre sa quête d'émancipation. (p. 142)

La chronologie traditionnelle est celle des échecs et de la survivance: la Conquête, les rébellions, les différentes étapes de la survivance, la Révolution tranquille qui donne l'élection du Parti québécois,

7. 1989, Montréal, Boréal, 834 p.

les deux référendums et l'échec des négociations qui les séparent. Les autres dates suggérées comme bornes par M. Bock-Côté ne font qu'approfondir le paradigme de cette histoire : Acte de Québec, Acte constitutionnel, Affaire Riel, le règlement 17, les deux conscriptions, la crise linguistique des années 1970, la crise d'octobre (p. 144).

CONTRE LA DÉNATIONALISATION « SUICIDAIRE »

La proposition finale de Mathieu Bock-Côté est sensible et ambitieuse. Il faudrait ouvrir au Québec un chantier de la mémoire comme Pierre Nora l'a fait en France, comme une sociologie de la conscience historique, qui travaillerait à retracer l'intentionnalité franco-québécoise telle qu'elle apparaît au fil des générations et telle qu'elle est redéfinie tout à la fois par les acteurs sociaux et les historiens qui cherchent à la formuler le plus explicitement possible (p. 163). Selon son programme, il faudrait déterminer les modalités par lesquelles la conscience historique se transforme et se reconstruit de génération en génération, en suivant sa canalisation populaire, en repérant ses moments d'intensité, les événements qui déclenchent ses manifestations les plus explicites (p. 167). Pour rendre compte du cheminement particulier des Canadiens français devenus Québécois, il faudrait accepter la marginalité dans laquelle ils se trouvent maintenant et recomposer l'histoire du Nous avec ce qu'il est, au fil de l'histoire des habitants du territoire du Québec : augmenté, en substance signifiante, par des individus provenant de groupes portant une histoire liée, croisée, métissée avec celles des habitants québécois héritiers des Canadiens français.

NOUS ET FUTURS NOUS…

La dénatalité et l'immigration sont deux mouvements démographiques qui préoccupent Jean-François Lisée. Il leur trouve donc une solution. Oui aux chiffres qu'il met en avant. Non à son constat sur la difficulté d'immigrer et les raisons qui poussent à l'immigration. Tous les immigrants ne sont pas des jeunes ingénieurs français ou nord-africains qui aiment la neige et la liberté et dont l'adaptabilité est enviable et citée en exemple par Lisée.

Je ne vois pas comment une société qui a du cœur peut imposer à tout immigrant potentiel un examen de français jusqu'à l'âge de 70 ans, à des gens qui fuient la guerre ou une situation politique ou économique difficile. Ces immigrants, encore majoritaires selon ma connaissance du dossier, sont et seront encore de bons travailleurs sans examen d'entrée autre que celui qui prévaut actuellement dans les bureaux d'immigration. Le dépanneur d'un coin de rue tenu par des nouveaux venus qui baragouinent le français en est la figure exemplaire. Au cœur du besoin des Québécois actuels, 24 heures, 7 jours, carrément au coin de la rue, ces immigrants apprennent, et continueront à apprendre le français. Leurs

enfants, à l'instar de la génération dite de la loi 101 (Charte de la langue française), sont et continueront d'être principalement le vecteur de francisation de l'immigration.

Les refugiés politiques en Belgique, en Suisse ou en France apprennent le français pour trouver un travail et une dignité sociale. Au Québec, « [l]a connaissance du français doit [aussi] apparaître clairement comme une plus-value économique tangible, non comme un boulet » (p. 72), souhaite J.-F. Lisée. La pression et l'envie d'apprendre viennent du parler local. La négligence à apprendre le français vient à mon sens de la porosité de la culture québécoise actuelle et non de l'absence d'examen de langue à tout candidat à l'immigration peu importe son origine, son âge ou ses motivations à venir au Québec ! Il ne faut pas demander aux immigrants de mieux maîtriser la langue que Nous ! et je parle d'une conjugaison de Nous… le Nous des Anglo-Québécois, les Nous des communautés culturelles historiques du Québec et le Nous des Franco-Québécois !

Que Jean-François Lisée vante les mérites d'une politique d'immigration visant la rétention des étudiants étrangers, soit. Mais, pour parler comme lui, « Il faut que la majorité franco-québécoise établisse de façon plus nette les repères de sa prédominance sur l'histoire, la langue et la religion » (p. 13), et cela, par l'exemple. « Notre sinueux cheminement identitaire nous a conduits à la citoyenneté comme aboutissement logique. De "Canayen" à "Canadien français", puis à "Québécois" […] Mais Nous, nous voulons que le terme Québécois ne s'applique pas qu'à Nous les francophones, mais à Nous tous, citoyens du Québec. » (p. 98) J.-F. Lisée omet de reconnaître, et ce, dans tout son livre sauf à la toute fin, que le Nous, s'il est constitué de plusieurs groupes et identités, est tout de même une entité. Rester, vivre et immigrer au Québec en connaissance de cause est un choix.

DES ARGUMENTS DISPONIBLES, UN NOUS À DÉFINIR

Le premier livre de Mathieu Bock-Côté : voici un discours fort derrière lequel bien des Québécois en perte d'arguments vont s'agglutiner, par besoin ou par paresse. Cet auteur démolit les tentatives de définitions civiques de la société québécoise et se gausse de la « saison des idées » officiellement lancée par Bernard Landry et la première vice-présidente Marie Malavoy en 2000. (Les chantiers de modernisation du PQ sont les véhicules de communication choisis pour actualiser ce grand brassage d'idées qu'on nomme les trois P : le Parti, le Programme et le Pays. Ils nous portent au cœur d'un nouveau cycle de réflexion et d'action du document *Parlons de souveraineté à l'école*, outil pédagogique pour les enfants du primaire, en vente en librairie en 2006, faisant appel aux compétences des enseignants et publié en guise de réponse aux nombreuses commandites du gouvernement fédéral sous forme de jeux pour promouvoir le fédéralisme canadien et d'autres instruments de « conversion progressiste de l'identité québécoise ».) M. Bock-Côté en veut au consensualisme du projet de redéfinition du Nous québécois

et à la rectitude politique qui selon lui le dirige. Mais il met aussi en lumière, pour le bonheur et l'avancement du lecteur, une intersection d'intention chez les historiens Gérard Bouchard et Jocelyn Létourneau : ils considèrent tous deux l'accommodement raisonnable des Québécois justifiable et valable pour le mieux-vivre ensemble d'une société en renouvellement constant. En effet, ils s'approchent de l'idée de refondation comme faisant partie prenante de l'histoire du groupe politique québécois au passé, au futur et au présent. Or l'hyper-modernité rend obsolète une définition du groupe figée dans un temps national qui refuse la modernité et la mobilité individuelle. M. Bock-Côté considère que G. Bouchard « dénature la nation ». Les travaux de J. Létourneau sont quant à eux méprisés par l'auteur parce qu'ils ignorent la nation.

Le livre de M. Bock-Côté est important parce qu'il détermine les arguments d'un camp nationaliste traditionnaliste et parce qu'il braque le faisceau sur la diversité sinon l'éparpillement des arguments progressistes pour un Québec cohérent et ouvert. Il est temps de remplir la notion de « Nous ». Le recensement des valeurs communes des habitants du Québec sera certainement plus qu'une charte des droits puisque, dans l'immigration, l'implantation et la durée, il y a du cœur, des histoires, des récits, et que ceux-ci donnent une nouvelle matière à l'histoire du Québec contemporain.

Le neuf, chez J.-F. Lisée, est de considérer le moment présent comme le moment majoritaire, c'est-à-dire arrivant après le « moment minoritaire » – celui du redressement des torts – et culminant dans le désir de faire fonctionner une société laïque et juste, démocratique et modérée, ayant un héritage propre qui ne se résume pas à une terre d'accueil francophone. Néo ou anciens Québécois, être Québécois par choix, c'est le dénominateur commun et le seul nécessaire pour bâtir une société juste et démocratique. Que cette démocratie se vote une constitution et une citoyenneté, c'est une bonne chose. Si le groupe prédominant a l'énergie pour le faire et le faire accepter démocratiquement, soit. Sinon, l'histoire reste à faire par ceux qui décident d'y vivre, d'y grandir et d'y rêver. Le Québec aux Québécois (Reste – encore – à les reconnaître, tous…) !